

METHANISATION TERRITORIALE : FACTEURS SOCIAUX DE REUSSITE

Caroline Depoudent¹, Guilhem Anzalone², Philippe Boudes³, Caroline Mazaud²

¹ : Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, ² : ESA d'Angers, ³ : l'Institut Agro

Afin de comprendre les facteurs sociaux de réussite de projets de méthanisation territoriale, 9 projets situés en Bretagne et dans les Pays de la Loire ont fait l'objet d'une étude approfondie, via des entretiens auprès des différents acteurs impliqués. Les résultats de l'étude montrent que les facteurs humains et sociaux jouent un rôle important dans la réussite du projet, à la fois dans le fonctionnement du collectif portant le projet et dans les relations de celui-ci avec les autres acteurs du territoire.

1. Présentation du projet

1.1. Contexte

Le développement de la méthanisation s'insère dans un objectif d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation nationale, et de réduction des gaz à effet de serre. Grandes régions d'élevage, la Bretagne et les Pays de la Loire disposent d'un gisement important de biomasse favorable au développement de la méthanisation. La construction et la mise en service de multiples unités nécessitent la levée de freins techniques, environnementaux et économiques. La prise en compte des facteurs humains et sociaux est également essentielle. En effet, le développement de la méthanisation repose sur une collaboration entre acteurs très variés (agriculteurs, élus locaux, fabricants de matériel, financeurs, etc.). La pérennité et l'efficacité du travail collectif sont nécessaires pour que le projet aboutisse. En outre, l'arrivée d'une unité de méthanisation sur un territoire est parfois mal perçue localement, et peut générer des craintes de dégradation du paysage, de nuisances, etc. Comprendre le processus d'émergence de ces craintes peut aider à mieux les prendre en compte, et à éviter l'émergence de conflits locaux.

1.2. Objectif

Le projet Methasocio vise à :

- identifier en quoi les facteurs humains et sociaux peuvent constituer des raisons du succès ou de l'échec de projets de méthanisation territoriaux impliquant des agriculteurs,
- évaluer l'impact de ces projets sur l'établissement de relations et de collaborations sociales et économiques au sein des territoires.

2. Méthodologie

Le projet Méthasocio s'appuie sur l'analyse approfondie du déroulement de neuf projets de méthanisation.

2.1. Projets étudiés

Dans un premier temps, 32 entretiens exploratoires ont été réalisés afin d'accumuler des données sur la filière méthanisation dans le secteur agricole, et son développement dans les différents territoires du projet. Un recensement large des projets de méthanisation en cours en Bretagne et dans les Pays de la Loire a été établi. Il a abouti à une liste de 79 unités : 28 en Bretagne et 51 en Pays de la Loire. Chaque unité était caractérisée d'un point de vue technique (mode de valorisation, quantité d'énergie produite, types d'intrants) mais aussi organisationnel (profil des porteurs du projet) et territorial (lien au territoire). Parmi ces unités, neuf ont été sélectionnées, en veillant à prendre en compte une diversité de situations en termes de :

- Contexte socio-géographique : des territoires ruraux ou à l'inverse orientés vers des activités non agricoles,
- Portage de projet : agricole ou non, avec collaboration territoriale ou pas,
- Lien au territoire : type et origine des intrants, valorisation de l'énergie ou de la chaleur, possibilité d'utilisation des produits issus du traitement du digestat,
- Type de projet : dimension, substrats
- Modalités de gestion du digestat
- Déroulement et issue, projet avec ou sans survenue de conflit(s), démarche de concertation menée ou non, projet concrétisé ou abandonné.

Au final, notre échantillon comporte les 9 unités détaillées ci-dessous :

Projet	A	B	C	D	E	F	G	H	I
Région	Bretagne					Pays de la Loire			
Valorisation du gaz	Cogénération	Cogénération	Cogénération	Injection	Cogénération	Injection	Cogénération	Injection	Cogénération
Etat du projet au 31/12/2020	Abandon	Projet en cours	En fonctionnement						

Tableau 1 : Caractéristiques des projets étudiés

2.2. Recueil de données sur les projets

Le recueil de données sur le déroulement des différents projets a été réalisé par plusieurs voies :

- des entretiens semi-directifs,
- la lecture d'articles de la presse régionale,
- la consultation des supports d'information ou de communications des différentes parties prenantes (porteurs de projets, collectivités, associations, etc.),
- des discussions informelles.

Un travail de pré-enquête a été réalisé au cours de l'automne 2017 par un groupe de six étudiants de l'ESA avec pour objectif d'inventorier les unités de méthanisation réalisées ou abandonnées en Pays de la Loire en collectant des données complémentaires afin de permettre l'échantillonnage des unités de méthanisation retenues pour le travail monographique. L'objectif de cette étude visait également à identifier des hypothèses de travail à partir de déterminants identifiés comme a priori pertinents pour expliquer le développement de projets. En 2018, une étude complémentaire a été menée par un groupe de cinq étudiants de l'ESA dans le but de décrire la structuration de la filière méthanisation en Pays de la Loire, et de comprendre ses effets sur le développement des projets. Il s'agissait en particulier d'identifier les interlocuteurs aux différents stades d'avancement et de qualifier leurs interactions avec les porteurs de projets.

2.2.1. 74 entretiens semi-directifs

→ Personnes enquêtées

Au total, entre les études préliminaires et l'analyse détaillée de cas, 74 personnes ont été enquêtées. Les profils au sein de l'échantillon sont variés :

- porteurs de projets
- riverains

- experts accompagnant le projet
- représentants d'associations
- élus
- experts de la thématique.

Plus spécifiquement, sur les neuf projets étudiés en détail, 38 personnes ont été rencontrées pour des entretiens. Le profil des enquêtés varie en fonction des caractéristiques du projet, des interlocuteurs principaux et des acteurs engagés. Sur certains projets, la réalisation de nombreux entretiens s'est révélée compliquée, soit parce que le projet rencontrait des difficultés, et que les acteurs impliqués ne souhaitaient pas évoquer le sujet lors d'un entretien, soit parce que les niveaux d'implication des différents acteurs étaient très divers, et que seuls les leaders souhaitaient échanger avec nous. Enfin, les confinements liés à la pandémie de Covid-19 ont compliqué la réalisation de certains entretiens en 2020.

→ Modalités d'entretien

Les entretiens ont été conduits en présentiel, sauf pour ceux réalisés lors des confinements en 2020, qui ont été conduits par téléphone. Quel que soit le statut (agriculteurs, élus...) des personnes interviewées, trois thèmes étaient systématiquement abordés : le parcours personnel et professionnel des personnes, la description du projet de méthanisation pour lequel elles étaient interviewées, leur perception de la méthanisation et enfin les interactions et le rôle qu'ils ont dans ce secteur professionnel. Au sein de ces trois grandes thématiques, plusieurs sous-thèmes ont été développés avec les personnes menant un projet de méthanisation, et notamment, leur ancrage local et leur perception du territoire, leurs motivations pour faire de la méthanisation, les modalités de communication mises en place dans et à l'extérieur du groupe d'actionnaires, et les retombées de cette nouvelle activité sur la conduite des exploitations.

→ Traitement des entretiens

Deux approches ont été combinées :

- une approche monographique des cas pour lesquels un nombre suffisant d'entretiens était disponible, permettant de comprendre la genèse des projets, la manière dont se sont déroulés les partenariats et les différents événements rencontrés par les porteurs du projet, depuis l'idée première jusqu'au moment de l'enquête.
- une approche par analyse de contenu pour rapprocher les données de l'ensemble des cas étudiés. Il s'agissait précisément d'une analyse thématique transversale permettant de comparer de façon systématique les unités de méthanisation entre elles et les agriculteurs

entre eux en fonction de leurs caractéristiques.

3. Principaux résultats

3.1. Diversité des projets de méthanisation territoriale impliquant des agriculteurs

3.1.1. Un lien au territoire multiforme

Projet	Porteurs	Origine des effluents	Implication d'une collectivité locale	Implication des habitants dans le capital	Implication d'entreprises locales (hors exploitations agricoles) dans le capital	Place des agriculteurs	Valorisation locale de la chaleur / du gaz	Destination des effluents
A	Agriculteurs locaux	Locale	-	-	-	Porteurs	+ (agricole)	Locale
B	Entreprise de la commune	Locale	-	-	IAA	Apporteurs	+ (industrielle)	Locale
C	Commune	Locale	Portage	+	IAA	Apporteurs	+ (équipements publics)	Locale
D	Entreprise de la commune	Grand Ouest	-	-	IAA	Apporteurs	+ (habitants)	Large
E	Agriculteurs locaux	Locale	-	-	-	Porteurs	+ (agricole)	Locale
F	Agriculteurs	Locale	-	-	-	Porteurs	-	Locale
G	OPA implantée sur la commune	Locale	+	-	-	Porteurs (avec appui OPA)	+ (équipements publics)	Locale
H	Agriculteurs	Locale	-	-	+ (OPAs)	Porteurs (avec appui OPAs)	-	Locale
I	Entreprise nationale	Locale	-	-	+	Apporteurs	-	Locale

Tableau 2 : Diversité des formes d'ancrage territorial selon les projets

Les projets de méthanisation étudiés sont divers en termes de taille, de nombre de porteurs, et de types d'acteurs impliqués dans le projet. L'ancrage territorial repose sur un certain nombre de liens.

Pour revenir au tableau, on voit bien que le lien au territoire est multiforme, en ce sens qu'il renvoie à différentes articulations de nos items territoriaux : certes, les porteurs et les flux sont très majoritairement locaux, mais l'implication directe d'une collectivité n'est pas la norme, ni le portage même du projet par des agriculteurs, a fortiori dans les cas bretons. Les

apports d'effluents sont locaux – la seule exception s'approvisionne à 90% en BZH et PDL. Les réseaux de chaleur sont très fréquents, ce qui termine cette territorialisation, concrétisée également par des effluents à destination locale également.

→ Origine et destination des effluents

Dans 8 des 9 projets, les effluents apportés dans le méthaniseur sont d'origine locale, et le digestat est valorisé sur les exploitations partenaires. Dans le plus grand des projets, les effluents sont originaires du

Grand Ouest, et transformés pour être exportés hors de cette grande région.

→ **Initiateurs et porteurs du projet**

Dans la majorité des cas, le projet est initié et porté par des acteurs de la commune d'implantation, ou des communes voisines. Les initiateurs du projet peuvent être des agriculteurs, des collectivités, des OPAs, ou des entreprises de la commune. Cette initiative locale n'est absente que dans l'un des neuf cas. Dans tous les cas, les projets associent des acteurs locaux et des acteurs d'origine géographique plus éloignée.

→ **Représentations des habitants dans le collectif portant le projet**

Dans deux cas, une collectivité locale est impliquée dans l'organisation et le financement du projet. Dans un cas, des riverains contribuent (pour une faible part) au financement du projet.

Même si l'implication des collectivités est moins apparente dans d'autres cas, cela ne doit pas masquer leur rôle, ni celui du maire. La figure de celui-ci revient régulièrement dans les entretiens, en tant que garant de l'intérêt général notamment. De par la neutralité de sa fonction, il peut transfigurer un projet porté à des fins individuelles en un projet collectif, à des fins d'utilité publique. A l'inverse, son non engagement ou sa proximité trop forte avec le monde agricole peut entraîner des soupçons, notamment de la part de potentiel opposants au projet.

→ **Valorisation locale de la chaleur**

Dans cinq cas, la fourniture locale de chaleur ou de gaz est mise en avant dans les projets : valorisation de la chaleur dans des équipements publics, dans des entreprises agricoles ou agroalimentaires (5 cas), ou injection de gaz permettant de chauffer un nombre important d'habitations de la commune.

On notera que le lien entre le projet et le territoire s'exprime parfois dans les unités utilisées pour décrire le projet. Ainsi, si certains porteurs présentent en premier lieu l'unité par rapport au volume traité, au volume de gaz produit ou à la quantité d'énergie produite, d'autres utilisent comme unité le nombre de foyer ou d'installations publiques bénéficiaires.

3.1.2. **Diversité des formes d'implication des agriculteurs**

Si nous avons choisi ici d'étudier des projets de méthanisation territoriale impliquant des agriculteurs, l'analyse des différents cas montre la diversité des formes d'implication de ceux-ci. Ainsi, il est possible d'établir un gradient :

- agriculteurs à l'initiative du projet et porteurs de ce projet devant l'ensemble des acteurs, en recourant ponctuellement à des appuis d'OPAs

- agriculteurs fortement impliqués dans un projet auquel participe (financièrement et en soutien technique) une OPA

- agriculteurs fournissant des déjections et récupérant du digestat, mais peu ou pas impliqués dans le pilotage et la gestion quotidienne de l'unité de méthanisation.

L'analyse approfondie de trois cas ligériens (F, G, H) correspondant aux deux premières catégories apporte un éclairage sur le profil de ces agriculteurs. Cette analyse est présentée dans les paragraphes suivants.

→ **Zoom sur le profil des agriculteurs impliqués**

Il nous est difficile de caractériser de manière systématique les agriculteurs qui participent à des projets de méthanisation car nous n'avons rencontré que les plus impliqués. Néanmoins, on voit se dégager des caractéristiques spécifiques aux leaders qui ne sont pas celles de n'importe quel agriculteur.

Les agriculteurs concernés sont à la fois habitués et relativement à l'aise dans la **gestion de projet**, c'est-à-dire dans la constitution de dossiers (de demande de subvention par exemple), acceptant les demandes et remarques des financeurs ou d'autres personnes chargées d'administrer le dossier. Les enquêtés évoquent souvent la demande d'études complémentaires sur les émissions d'odeurs, l'étude d'impact sur le paysage ou la compensation écologique face à la destruction d'une zone humide par exemple. Ces dispositions témoignent du fait que ce sont des **entrepreneurs** qui ont fréquemment créé de nouvelles activités auparavant et notamment d'autres projets de production d'énergies renouvelables, comme l'achat en commun de panneaux photovoltaïques.

Nos enquêtés sont inscrits sur **de multiples scènes sociales** leur permettant de mobiliser diverses ressources sociales (professionnelles, politiques et locales). Comme l'admet l'un d'eux, impliqué dans le projet H alors que nous l'interrogeons sur le profil des agriculteurs investis : « *il y a quand même, par rapport à la moyenne des agriculteurs (...), des gens qui ont des responsabilités ailleurs ou qui ont des liens avec, enfin qui ne sont pas que agricoles, agriculteurs, soit qu'ils sont élu municipal ou élu, enfin voilà, soit qui ont des responsabilités [professionnelles] comme moi, mais on est plusieurs dans les structures agricoles* ». Souvent encartés dans des syndicats, fréquemment adhérents voire élus d'un syndicat et/ou d'une autre OPA telles qu'une Cuma, coopérative de collecte et de stockage ou caisse locale du Crédit Agricole, etc., ils disposent de ressources professionnelles dans le prolongement de leur origine sociale.

Systématiquement fils d'agriculteurs, les enquêtés ont le plus souvent repris l'exploitation familiale après une formation agricole et des expériences professionnelles dans le secteur agricole et agroalimentaire. Cette socialisation agricole, actualisée par l'investissement dans des OPAs, assure aux agriculteurs concernés l'accès

à des informations privilégiées et des ressources sociales mobilisables au service de leur projet. Dans plusieurs projets, on note ainsi que les OPA impliquées accompagnent le projet en apportant des moyens techniques et parfois financiers.

Les agriculteurs impliqués disposent également d'un réseau de connaissances hors du monde agricole. Celui-ci leur permet d'accéder à des informations difficiles d'accès (ex : séparation d'une entreprise et d'une de ses filiales), ce qui leur évite des pertes de temps.

Élus locaux (maire ou conseiller municipal) ou parfois « seulement » proches de conseillers municipaux (épouse, frère, amis...), ils sont au cœur de la vie politique locale. Ils sont plus largement fréquemment détenteurs de ressources sociales locales : leur famille est historiquement présente et connue sur le territoire. Leurs différents engagements locaux (président du club de football ou de moto, membre du comité des fêtes, etc.) pérennisent ce capital dont ils ont hérité. Ainsi, un leader du projet H va mobiliser ses réseaux locaux au service du projet de méthanisation. Après deux tentatives avortées pour trouver un terrain d'implantation du méthaniseur, notre enquêté raconte la décision de se tourner vers des élus locaux : « *on s'est dit, il n'y a pas trente-six solutions, faut qu'on aille en voir un qu'on a dans notre poche, donc on a été voir Monsieur X ; (...). Et puis il m'a dit clairement (...) il y en a qui disent, moi je dis et je fais ! Donc vous vous installerez sur la commune de H. Et six mois après il nous avait trouvé un terrain* ».

Sur le volet communication aussi, les réseaux sont utiles et mobilisés afin de bénéficier d'un soutien politique local sans équivoque et de limiter les possibles risques de contestation. Un agriculteur leader du projet F, par ailleurs adjoint au maire de sa commune et en charge des questions environnementales au sein de sa communauté de communes, prend l'initiative d'organiser un conseil municipal informel pour informer largement et lever de potentielles critiques avant la discussion officielle du projet en conseil. Il nous raconte la manière dont les choses se sont déroulées : « *il y a un élu en commission de permis de construire qui souhaitait avoir des informations. Quand j'ai vu ça, j'ai été voir le maire, je lui ai dit « on fait une réunion de conseil informelle, tu invites tout le conseil, nous [les porteurs de projets] on sera là, moi je n'aurai pas ma casquette de conseiller ce soir-là. Je serai acteur du projet et on répond à toutes les questions que vous vous voulez* ». Des visites de sites sont aussi fréquemment organisées : « *on avait emmené les élus de la communauté de communes, le maire (...), le conseiller départemental, on les avait tous emmenés en minibus visiter une unité* », raconte un agriculteur méthaniseur de H. « *J'ai organisé deux déplacements de tous les élus de l'interco, rapporte pour sa part un leader du projet F, pour les convaincre ou finir de les convaincre* ».

On le voit à travers les extraits d'entretiens, les agriculteurs investis dans ces projets collectifs de production d'énergie renouvelable savent saisir des opportunités économiques offertes par leur multi-

appartenance à différentes scènes sociales. A l'interconnexion des agriculteurs locaux, des OPA locales, des industriels parfois et des élus locaux, ils font face à l'enjeu de configurer leur projet en fonction des différents interlocuteurs auxquels ils ont affaire, en prenant en compte l'hétérogénéité de leurs attentes et intérêts. Ils agissent ainsi comme des « **entrepreneurs-frontière** » en mobilisant leur « capacité à jouer de [leurs] multiples positionnements pour configurer [leur] entreprise en fonction des contours et des logiques des univers qu'il[s] relie[nt] » (Bergeron et al., 2013). Ils réunissent les moyens nécessaires au service d'un projet qui vient prendre place dans leur stratégie de diversification de leur activité productive.

3.2. Insertion territoriale des projets étudiés

Le tableau 2 présente différents indicateurs « objectifs » relatif au lien entre le projet et le territoire où il s'insère. Ce premier jeu de descripteurs a été complété par un second, plus qualitatif, renvoyant cette fois à la vision du territoire et de l'inscription du projet dans le territoire selon les individus interrogés – lesquels étaient tous directement ou indirectement liés au projet. Cette approche nous a permis de ne plus nous limiter au projet lui-même mais de partir cette fois du territoire, en identifiant les enjeux du territoire que cristallisaient éventuellement le projet.

3.2.1. Développement local et urbanisme

Il s'agit du rayonnement du territoire ou de son isolement et de l'effet miroir que joue le projet face à ces enjeux. Ainsi, à C, « *les gens sont fiers* », le projet contribue à « *recréer du lien* », à renforcer une ville centre dont l'équilibre social est fragile.

3.2.2. Mondes agricoles

Les projets s'inscrivent majoritairement dans des zones agricoles ou marquées par les enjeux agricoles. Le projet permet de repenser le territoire, par exemple en parlant d'une agriculture Bretonne et Ligérienne, en recréant du lien entre agriculteurs, ou au contraire en soulignant la place qu'occupent certaines formes d'agriculture et le délitement du monde agricole. Autrement dit, comment s'intègre le projet dans le contexte agricole, soit en termes de continuité avec le monde agricole (C, D), au contraire d'exclusion (délitement du groupe d'agri impliqué initialement à I), et comment il fait écho aux réflexions sur le modèle et le contexte territorial (A).

3.2.3. Enjeux environnementaux

Les enjeux écologiques sont peu abordés : ils vont généralement de soi car la méthanisation est souvent définie comme une énergie verte qui produit à partir des déchets, qui valorise des ressources auparavant délaissées. Cependant, l'insertion d'une unité de méthanisation dans un espace environnementalement fragile peut susciter des interrogations et inquiétudes au niveau local.

3.2.4. Cohésion sociale locale

Il s'agit ici de nommer les effets directs ou indirects en termes de cohésion ou de réseau social : dans quelle mesure le territoire est structuré ou non pas d'autres réseaux (transport, tourisme) et comment le territoire va intégrer de nouveaux réseaux (physique avec les réseaux de chaleur ou collectif avec différentes formes d'implication dans le projet). Le public peut en effet être enrôlé dans le projet (comme à D avec l'apport de gaz pour conso locale, ou C pour réseau de chaleur et pédagogie autour du projet) ou dans l'opposition au projet (tourisme et pratique sportive à A).

3.2.5. Cumul des infrastructures

On trouve ici, de manière surprenante, des éléments contrastés. Dans certain cas, le cumul de nuisances aboutit à une contestation, dans la crainte d'un accroissement des nuisances. Dans d'autres cas, l'insertion dans une zone industrielle facilite l'arrivée du projet, car ne modifiant pas substantiellement la destination des lieux. La crainte de nuisances peut aussi être relativisée par rapport à d'autres projets qui ont suscité des oppositions.

3.2.6. Enjeux économiques

On touche ici certes aux enjeux financiers et à la dynamique économique du territoire, mais les projets font également des ponts avec le marché global (export de fertilisant à D), et avec une possible histoire économique du territoire (contribution du projet à l'image économique ou commerciale de la ville pour C, inscription du projet dans un écosystème économique (A, B). On y lit aussi une extra-territorialisation d'une gouvernance d'abord économique du projet qui ne profiterait pas aux agriculteurs, comme à I, ou une déterritorialisation de cette économie au profit d'intérêt diffus.

4. Préconisations pour une meilleure réussite des projets de méthanisation territoriale

Dans le cadre de Methasocio, nous avons considéré qu'un projet de méthanisation était « réussi » s'il répondait à toutes les conditions suivantes :

- l'installation de méthanisation est construite et en fonctionnement,
- ses porteurs sont satisfaits de ses performances techniques et économiques,
- le collectif portant le projet est pérenne,
- la qualité des relations entre acteurs locaux est maintenue, voire renforcée.

L'analyse des différents cas étudiés montre qu'il n'existe pas de "recette" permettant, en combinant tous les facteurs, de réussir à coup sûr la création d'une unité de méthanisation. Néanmoins, il semble nécessaire d'attirer l'attention des porteurs de projets

sur, d'une part, des facteurs sur lesquels ils peuvent agir, et d'autre part, des points de vigilance à prendre en compte.

4.1. Facteurs de réussite

4.1.1. Ressources à disposition des porteurs

La réussite du projet nécessite de disposer, au sein d'un groupe rassemblant les porteurs et les partenaires, les ressources suivantes :

- disponibilité (temps) pour les nombreuses réunions associées au projet.
- compétences techniques sur le fonctionnement, l'entretien, la conduite d'une unité de méthanisation. Elles peuvent notamment être disponibles via la mise à disposition d'un expert.
- compétences organisationnelles pour coordonner le collectif de travail, répartir les tâches, gérer le projet dans le temps.
- capacité à présenter le projet de manière adaptée aux différents publics, en adoptant un registre technique avec un fournisseur, stratégique et financier avec un banquier, en vulgarisant pour les riverains, etc. Une seule personne est rarement capable de gérer l'ensemble de ces registres, mais il est important que tous ces registres soient maîtrisés au sein du collectif, et que les bons interlocuteurs se rendent disponibles pour les différents publics. Pour les échanges avec les riverains, et élus locaux, une formation de l'ensemble des membres du collectif peut être envisagée.
- soutiens parmi les élus locaux.

Si ces éléments ne sont pas ou peu disponibles, il peut être opportun de prendre le temps de les développer avant de lancer le projet, afin de maximiser les chances de réussite.

4.1.2. Démarche

Un projet de méthanisation territoriale touche, de près ou de loin, de nombreux acteurs. Il est essentiel de prévoir une communication très en amont du projet, afin de permettre une appropriation par l'ensemble des acteurs. De même, il est essentiel que le montage du projet soit pensé dans une logique de concertation avec les acteurs locaux, et non de rapport de force.

4.1.3. Site d'implantation

Le choix du site doit prendre en compte les contraintes techniques (transport, distances, possibilités d'injection) et la limitation des nuisances pour les riverains. La cohérence entre l'identité du projet de méthanisation et l'image du site sur lequel il va s'implanter est également à prendre en compte. Ainsi, une implantation sur un site industriel, à proximité d'équipements publics, ou dans un endroit peu visible pose souvent moins de problèmes qu'en espace

agricole. Ce dernier emplacement peut également être envisagé, mais en présentant bien la cohérence de l'implantation.

cette ampleur, que les acteurs du projet travaillent sur leur insertion sociale locale.

4.2. Points de vigilance

4.2.1. Relatifs au territoire

Le territoire dans lequel le projet s'insère peut être plus ou moins cohésif, ou à l'inverse clivé par des fractures entre "anciens" et "nouveaux", partisans et opposants d'un projet récent. Dans ce dernier cas, une vigilance particulière s'impose, car tout nouveau projet peut enclencher une dynamique de conflit, le projet de méthanisation pouvant servir d'exutoire à des tensions beaucoup plus vastes.

4.2.2. Relatifs au porteur et à ses partenaires

En mettant en lumière ses porteurs, le projet de méthanisation territoriale fait ressurgir tout l'historique relationnel de ceux-ci avec les acteurs du territoire. Si l'insertion sociale locale d'un membre du collectif est bonne (personne connue, identifiée comme fiable), cela peut augmenter les chances de réussite du projet, en facilitant la concertation locale. En revanche, si certains membres ne sont pas du tout identifiés localement, ou que des acteurs locaux ont des rancœurs envers eux (anciennes rivalités, réclamations concernant des nuisances, etc.), le projet peut réenclencher une dynamique de conflit. Nos conclusions ici rejoignent celles obtenues dans le cadre de projets d'élevage (Grannec et al., 2014) et de méthanisation à la ferme (Grannec et al., 2016). Il semble donc essentiel, très en amont de tout projet de

5. Conclusion

De l'idée à la concrétisation, la mise en place d'une unité de méthanisation territoriale est souvent longue, et parfois marquée par des changements de partenaires, d'emplacement, par des évolutions techniques... Les facteurs humains et sociaux jouent un rôle important dans la réussite du projet, à la fois dans le fonctionnement du collectif portant le projet et dans les relations de celui-ci avec les autres acteurs du territoire. Les agriculteurs impliqués dans le projet doivent se rendre disponibles, et mobiliser des compétences organisationnelles, des connaissances, acquises par la participation à d'autres projets ou à d'autres réseaux. Le collectif doit également intégrer des personnes pouvant faire le lien avec les différents acteurs du territoire, notamment lors de la présentation du projet, en sachant s'adapter aux questionnements et aux modes de communication de ces différents publics. Le lien au territoire repose très souvent sur l'origine des porteurs, l'origine et la destination des effluents, la valorisation de l'énergie. Toutefois, d'autres liens peuvent être envisagés, comme l'insertion dans une dynamique économique locale. A l'inverse, des questionnements peuvent émerger si certains acteurs considèrent qu'il existe un décalage entre l'identité du projet et celle du territoire. Ces éléments amènent à insister sur l'importance d'une identification précoce des enjeux du territoire et de ses acteurs, afin de construire le projet en lien avec ceux-ci et de favoriser appropriation et soutien locaux.

Références bibliographiques

Bergeron, H., Castel, P., & Nouguez, E. (2013). Éléments pour une sociologie de l'entrepreneur-frontière. *Revue française de sociologie*, 54(2), 263-302.

Grannec, M. L., Ramonet, Y., & Selmi, A. (2014). Déterminants et enjeux de l'opposition aux projets d'élevages porcins en Bretagne. *Viandes & Produits Carnés*, 1.

Grannec, M. L., Loussouarn, A., & Levasseur, P. (2016). Perception sociale locale de projets de méthanisation agricole: vision croisée de différents acteurs du territoire. *Journées recherche porcine*, 48, 189-190.

Caroline Depoudent, Guilhem Anzalone, Philippe Boudes, Caroline Mazaud, 2021. Méthanisation territoriale : facteurs sociaux de réussite. 8 pages.

CONTACTS

Caroline Depoudent

Equipe porc de la Chambre d'agriculture de Bretagne, Quimper

Téléphone : 06 77 89 89 99

Mail : caroline.depoudent@bretagne.chambagri.fr

PARTENAIRES FINANCIERS

Cette étude a été réalisée avec la contribution financière de l'Ademe (appel à projets Graine) et du Compte d'Affectation Spéciale pour le Développement Agricole et Rural.



avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«Développement agricole et rural»